

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Agence comptable / Service Finances

Chef(fe) d'unité Trésorerie

N° appel à candidature : 23612	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 1 – Élaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
<p align="center">Conditions de recrutement :</p> <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
<p align="center">Présentation de l'environnement professionnel :</p> <p>Une Agence comptable commune a été mise en place le 1^{er} mai 2020 entre l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), l'Office de développement de l'économie agricole d'Outre-Mer (ODEADOM), de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) et du groupement d'intérêt public) Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence Bio).</p> <p>Support de l'emploi, FranceAgriMer est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement. Ses missions consistent principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ; 	

- assurer un suivi des marchés, propose des expertises économiques et techniques, par exemple, en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organiser le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Créé en 1984, l'ODEADOM est le pendant de FranceAgriMer pour l'outre-mer. Il est chargé d'œuvrer en faveur de l'économie agricole pour les cinq départements d'outre-mer et trois collectivités d'outre-mer (Saint-Barthélemy, la partie française de Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon).

L'INAO accompagne les producteurs qui s'engagent dans les démarches de qualité et gère plus globalement les signes d'identification de l'origine et de la qualité pour les produits fabriqués en France qui sont des signes officiels en France (AOC, AOP, IGP, AB (agriculture biologique) et label rouge).

L'Agence Bio a pour mission de communiquer et d'informer sur l'agriculture biologique et ses produits, de développer et d'approfondir l'Observatoire national de l'agriculture biologique, de faciliter la concertation entre partenaires, de contribuer au développement de la structuration des filières et de gérer les notifications des producteurs et autres opérateurs certifiés.

Une soixantaine d'agents des établissements concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 900M€/an).

L'unité Trésorerie est chargée, pour les crédits nationaux et européens de l'exécution et de la comptabilisation des décaissements et des encaissements.

Elle contrôle la disponibilité des fonds avant l'exécution des paiements.

Elle assure la gestion de la trésorerie (placement ou dégagements des excédents, appels de fonds, ...) et des emprunts et des lignes de trésorerie.

Elle réalise les états relevant d'une obligation réglementaire notamment du tableau T104.

Objectifs du poste

Garantir la qualité comptable et financière des opérations de trésorerie nationales et européennes des Etablissements

Missions et activités principales :

Pilotage et suivi des opérations de trésorerie de chaque établissement du groupement

- encadrement et formation des agents l'unité trésorerie
- élaboration/ Validation du reporting trésorerie
- responsable de la qualité comptable et financière de toutes les opérations de trésorerie

Suivi des opérations bancaires du FNCA (fonds national de cautionnement des achats de produits de la mer)

Correspondant de l'unité trésorerie vis-à-vis des partenaires internes et externes à l'établissement

- participation aux réunions (internes et externes)
- Compte rendu des contrôles comptables de 1^{er} niveau sur les opérations de trésorerie

Relations fonctionnelles du poste :

Services ordonnateurs (service Affaires financières, secrétariats généraux) et établissements bancaires

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- la réglementation nationale et européenne relative aux opérations de trésorerie
- la nomenclature budgétaire et comptable FEAGA
- toutes les écritures de trésorerie

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise du logiciel SIREPA (enregistrements comptables, paramétrage du T104 dans SIREPA)
- Maîtrise de GFAST (reporting européen)
- Maîtrise d'EDIWEB (logiciel du Crédit Agricole) et poste banque (BNP)
- Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, Outlook)

Diplôme – Expérience professionnelle

A compléter en cas de souhait de recruter un agent contractuel

Contraintes du poste :

A compléter s'il y a lieu

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Rodolphe JAYET-GENDROT, fondé de pouvoir
Rodolphe-jayet@franceagrimer.fr - Tel : 01-73-30-26-09

Thierry BALIAS, chef de service
thierry.balias@franceagrimer.fr - Tél : 01 73 30-27-25

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 06/07/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.